

PRIX DU PÉTROLE ET GÉOPOLITIQUE: LES GAGNANTS ET LES PERDANTS

Entre 2004 et 2008, le prix du pétrole est monté jusqu'à 147 USD le baril. Les gouvernements des pays producteurs de pétrole ont réalisé des gains importants qui leur ont permis d'assurer la stabilité politique à l'intérieur de leurs frontières et de maintenir leur influence à l'étranger. La chute des prix intervenue à partir de la mi-2008 n'a pas, contrairement à certaines attentes, entraîné de bouleversements politiques dans ces Etats car ils ont pu en amortir les répercussions grâce à des stratégies de compensation à court terme. Il faut toutefois s'attendre à ce que les marchés demeurent volatiles et à ce que les Etats producteurs comme les Etats consommateurs restent à la merci des risques politiques liés à la chute des prix.



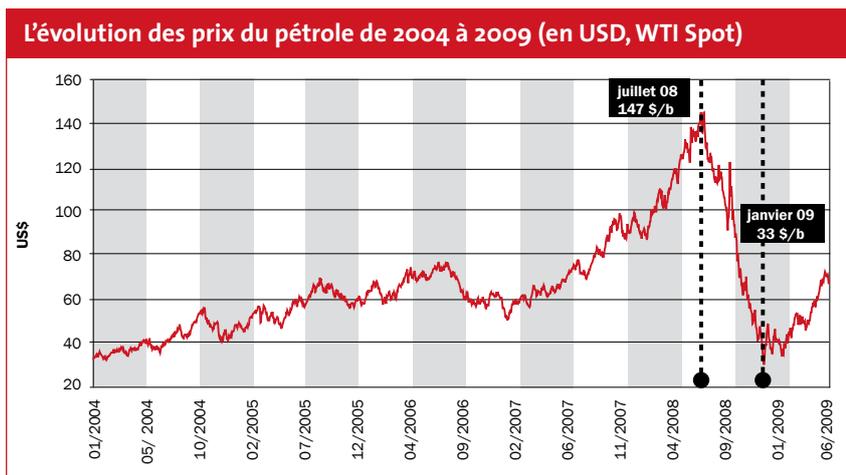
Le Venezuela et la Chine intensifient leur coopération dans le secteur pétrolier: Hugo Chavez pendant sa visite à Pékin, le 24 septembre 2008.
Reuters/Ho New

Fin 2008, début 2009, les perspectives étaient sombres pour les gouvernements de nombreux Etats pétroliers. Le prix du pétrole était passé de 147 USD à moins de 40 USD le baril (USD/b) en l'espace de six mois, entraînant des goulets d'étranglement financiers pour une part considérable dans les Etats du golfe Persique mais aussi dans des pays comme le Venezuela et la Russie. Jusque-là, les prix élevés du pétrole avaient garanti la stabilité politique et la croissance économique à l'intérieur de ces pays ainsi que leur influence à l'étranger. La question de savoir si la chute des prix du pétrole allait faire des victimes politiques était désormais en suspens.

Mais, jusqu'à présent, les répercussions politiques à court terme de la baisse des prix du pétrole se sont avérées limitées et les régimes de Caracas à Moscou en passant par Téhéran stables, ce qui s'explique d'une part par le fait que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a réussi à stabiliser de nouveau les prix en réduisant la production. D'autre part, les gouvernements ont, dans les pays producteurs, implémenté des mesures de compensation à court terme visant d'une part à décharger le budget mais aussi, d'autre part, à conserver leur propre pouvoir. La vulnérabilité de ces régimes, qui avaient préalablement négligé de réaliser des ré-

formes économiques et politiques susceptibles de réduire leur dépendance vis-à-vis des exportations pétrolières, s'est cependant clairement exprimée lors de la crise. Nul ne sait combien de temps ces gouvernements auraient encore pu survivre politiquement sans hausse des prix. Mais, juste quand le nœud coulant politico-financier se resserrait encore plus, les prix ont encore une fois légèrement augmenté pour osciller entre 65 et 75 USD/b, ce qui a permis à la situation politique de se stabiliser. Sur le plan financier aussi, les Etats producteurs devraient être mieux placés à la fin de 2009 qu'au début.

Il est difficile de tirer de ces évolutions des conclusions universelles pour tous les pays producteurs de pétrole étant donné que leurs intérêts diffèrent et qu'ils disposent de réserves monétaires et de capacités politiques différentes pour venir à bout de la crise. On peut toutefois formuler certains énoncés généraux: le degré de prévoyance avec lequel les Etats ont investi les recettes détermine en premier lieu s'ils font partie des gagnants ou des perdants. Deuxièmement, la plupart des Etats producteurs devraient essayer d'asseoir leurs avantages stratégiques en intensifiant le nationalisme des ressources et en retenant leurs réserves. Et, troisièmement, il s'est avéré que l'influence des risques politiques sur l'évolution des prix dépendait de la tension de la situation sur le marché.



Source: Energy Information Administration (EIA)

La question centrale est cependant de savoir si les facteurs structurels qui avaient entraîné la hausse des prix à partir de 2004 vont de nouveau entrer en jeu dès que la demande de pétrole se remettra à augmenter. On ne peut pas prédire exactement aujourd'hui quand les conditions nécessaires seront réunies pour cela. Une chose est cependant certaine: les Etats consommateurs doivent s'attendre à ce que la politique continue elle aussi à influencer le marché en plus du prix.

Risque politique et évolution des prix entre 2004 et 2008

La hausse des prix du pétrole entre 2004 et 2008 a été déclenchée, comme les pics de prix antérieurs (1973, 1979/80, 1990), par un rapport offre/demande tendu dans le contexte d'une croissance économique soutenue. A cela est venue s'ajouter la forte croissance de la demande asiatique, en particulier chinoise. Les risques politiques ont exacerbé la situation. Les spéculateurs ont exploité la moindre discordance géopolitique pour faire flamber les prix, qu'il s'agisse des conflits internes au Nigeria et en Iraq, des incertitudes contractuelles en Asie centrale et en Russie ou des tensions entre le Venezuela et la Colombie. En juillet 2008, les prix du pétrole se sont rapprochés de la barre des 150 USD. Les banques d'investissement tenaient pour plausible une hausse à 200 USD/b.

Même les représentants modérés au sein de l'OPEP étaient convaincus pendant cette phase que la demande allait rester constante. Les gains ont flambé. L'OPEP a encaissé autant au cours du premier semestre de 2008 que pendant toute l'année 2007. 645 milliards d'USD ont été ajoutés aux fonds souverains en moins

de six mois. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a perçu 1,7 milliard d'USD entre 2002 et 2007. Les réserves monétaires au Proche-Orient sont passées à 2500 milliards d'USD. Les Etats de l'OPEP se sont par conséquent basés en 2008, dans leur planification budgétaire, sur un prix moyen du pétrole de plus de 80 USD/b. La dépendance de pays comme l'Iran, le Venezuela, la Russie, le Nigeria ou la Libye et dans une moindre mesure les pays du CCG vis-à-vis de prix élevés du pétrole s'est fortement accrue.

La puissance financière en tant que capital politique

Les gouvernements des Etats producteurs se sont servis de leurs recettes pétrolières pour garantir la stabilité politique à l'intérieur de leurs pays, pour maintenir leur influence à l'étranger et pour atteindre leurs pronostics de croissance économique. L'Iran s'est basé sur un prix de 95 USD/b et a essayé de transposer les recettes élevées en influence politique à l'étranger, ce qui s'est traduit par l'offre de fournir gratuitement de l'électricité aux Chiites en Iraq, le don d'env. 1 milliard d'USD au Liban (Hezbollah) ou les subventions au Hamas dans les territoires palestiniens. Les dépenses ont augmenté à l'intérieur de l'Iran aussi. Comme 80% des recettes nationales provenaient du secteur énergétique, Ahmadi-nejad a pu se permettre de laisser grimper le taux d'inflation à 30% et de dépenser 12% du produit national brut pour subventionner l'énergie. Les sanctions économiques en rapport avec le programme nucléaire n'ont guère eu d'effet sur cette toile de fond.

Chavez, le président vénézuélien, s'est également basé sur un prix de 95 USD/b. Il a, avec les recettes, forcé sa «Révolution bo-

livarienne» dont faisait partie la tentative de constituer un front anti-américain en Amérique latine. Les membres de ce front ont reçu chaque jour du Venezuela un total d'env. 300 000 barils à des conditions extrêmement favorables, ce qui équivaut à des subventions d'env. 1,7 milliard d'USD par an. A cela sont venus s'ajouter quelque 17 milliards d'USD au total pour soutenir Morales en Bolivie, Ortega au Nicaragua et le Front de libération nationale FMLN au Salvador.

En Russie, Medvedev s'est servi des matières premières comme d'un instrument politique pour réparer la perte d'influence russe. Le Kremlin s'est basé sur un prix du baril de 70 USD. Moscou a fait preuve d'une audace croissante vis-à-vis de l'Ouest, ce qui a p.ex. transparu lors des débats sur une défense anti-missile américaine. Même les pays du CCG ont commencé à se baser sur un prix de plus de 50 USD/b et à utiliser les recettes au profit d'une diversification économique. Et l'Iraq a pu commencer la reconstruction économique quand les recettes pétrolières ont commencé à rentrer. Les Etats producteurs se sont moins préoccupés par la suite d'un éventuel effondrement de la demande que de la question de savoir comment s'y prendre avec l'inflation. En mai 2008, cette dernière est passée à 8,6% dans les pays nouvellement industrialisés.

2008/09: priorité à la survie politique

Ni les Etats faisant partie de l'OPEP ni ceux n'en faisant pas partie n'ont prédit l'énorme ajustement des prix qui est intervenu dès juillet 2008. Mais le paradoxe représenté par la flambée des prix des matières premières d'un côté et la crise du crédit et la crise financière de l'autre n'a pas duré plus longtemps que l'illusion selon laquelle les économies de marché développées et les marchés des pays nouvellement industrialisés sont largement indépendants. Quand cette bulle a éclaté, les prix se sont effondrés. La question centrale était désormais de savoir avec quelle efficacité l'OPEP pouvait stabiliser les prix du pétrole étant donné la baisse de la demande. Des frictions politiques comme la guerre russo-géorgienne ou la menace iranienne de bloquer le détroit d'Hormuz, qui avaient auparavant fait fortement monter les prix, ont perdu leur importance dans ce contexte.

Alors que la correction des prix représentait pour les pays consommateurs une dé-

charge urgemment nécessaire, elle a, dans les pays producteurs, mis à nu de graves faiblesses structurelles dans l'économie et la politique. Le niveau actuel des dépenses ne pouvait plus être maintenu. Les gouvernements des Etats pétroliers craignent que cette baisse des prix ait un effet déstabilisant du point de vue politique et économique. Ils ont fait face à ce risque par des stratégies de compensation à court terme pour assurer leur survie politique. Le Venezuela a annoncé des restrictions budgétaires, la politique monétaire et la politique de crédit ont été relâchées, des émissions d'obligations ont été lancées et les investissements à l'étranger ont été réduits. Mais Chavez s'est rendu compte que ces mesures ne suffiraient pas à surmonter la crise politique. C'est pourquoi il a imposé un amendement à la Constitution qui rendrait possible sa réélection en 2012.

Le Kremlin a eu recours aux fonds pétroliers pour stabiliser la monnaie et les banques. Moscou a montré par là combien la Russie dépendait des fluctuations de prix dans le secteur des matières premières, les exportations de pétrole et de gaz représentant plus de 60% du produit national brut. Medvedev disposait certes, grâce aux réserves restantes d'env. 380 milliards d'USD, d'une marge de manœuvre suffisante pour asseoir sa position politique et satisfaire l'oligarchie. Mais le Kremlin s'est lui aussi vu forcé de baser le budget sur un prix de 41 USD/b pour empêcher un énorme déficit. On notera que la Russie n'a pas profité, comme elle l'avait fait jusqu'à présent, d'une baisse de la production des Etats de l'OPEP parce que Moscou n'a pas pu augmenter sa production et donc sa part de marché en raison du manque d'investissements. La tentative de la Russie de se mettre d'accord avec l'OPEP sur un soutien des prix du pétrole n'est donc pas un signe de force mais de faiblesse.

Depuis septembre 2008, l'OPEP a annoncé une réduction totale de la production de 4,2 millions de barils par jour. La baisse effective se montait à env. 3,3 millions de barils par jour. On peut considérer comme une réussite ce degré de conformité aux directives de l'OPEP. Mais il ne peut cependant pas masquer le fait qu'une majorité des Etats membres, dont l'Iran et le Venezuela, ont continué à produire plus de pétrole que prévu par l'OPEP, ce qui était censé éviter une intensification de la pression budgétaire intérieure. Ce sont sur-

tout les Etats du CCG qui ont appliqué les consignes de l'OPEP. Même l'Arabie saoudite a réduit sa production de 35% pour passer à 11,5 millions de barils par jour, ce qui a fait baisser ses recettes pétrolières quotidiennes moyennes d'env. trois milliards d'USD en 2008 à moins d'un milliard d'USD en mars 2009.

Le comportement de l'Arabie saoudite est d'autant plus remarquable que Riyad aurait pu profiter d'une chute des prix du pétrole à moins de 30 USD et appuyer cette évolution des prix en renonçant aux restrictions de production, ce qui aurait d'une part été salué par les principaux Etats consommateurs et aurait d'autre part pu remettre à leur place les ambitions de l'Iran quant à une prépondérance régionale. L'Iran était en effet très vulnérable en raison de la précarité de sa situation économique et de son taux d'inflation de 30%. Mais un prix inférieur à 30 USD/b était trop risqué même pour Riyad.

Les conséquences de l'ajustement des prix

Bien que les conséquences à court terme de l'effondrement des prix aient été douloureuses dans les pays producteurs, le résultat principal est que tous les gouvernements au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique occidentale, en Amérique latine et en Eurasie ont surmonté la tempête politique. La crise économique n'est pas devenue le catalyseur de bouleversements politiques. La situation s'est un peu détendue avec la hausse des prix du pétrole à 73 USD/b, ce qui permet de se concentrer sur la question centrale: quelles conséquences à long terme la correction massive des prix a-t-elle et quelles conclusions les Etats producteurs vont-ils en tirer? Même si les pronostics correspondants revêtent encore pour le moment un caractère spéculatif étant donné la baisse de la demande, les Etats producteurs semblent déjà remiser sur un futur boom pétrolier. Premièrement, il se pourrait qu'il n'y ait par conséquent pas d'adaptations structurelles orientées sur le long terme. Ceux qui s'attendaient à ce que les Etats producteurs diversifient leur économie et réduisent leur dépendance par rapport au pétrole et au gaz pourraient être déçus.

Deuxièmement, le paysage des investissements s'est fortement détérioré,

justement pour ce qui est des investissements en amont (*upstream*). Selon les calculs, il faudrait investir dans ce domaine quelques 6,5 milliards d'USD au cours des 20 prochaines années pour pouvoir répondre à la demande à long terme. Mais les investissements des *International Oil Companies* (IOC) devraient baisser de 15 à 20% en 2009, ce qui pourrait entraîner une réduction de moitié de la croissance attendue des capacités de production de pétrole au cours des cinq prochaines années. La baisse des investissements des IOC est d'une part due à la tension sur le marché du crédit, mais surtout au climat politique peu favorable. Au Proche-Orient, les *National Oil Companies* (NOC) contrôlent dans l'intervalle environ 95% des réserves de pétrole. De nombreux Etats comme le Koweït et l'Arabie saoudite refusent les investissements en amont des IOC. En Iran, on a assisté ces dernières années à un exode des sociétés internationales. Dans des pays comme l'Angola, le Brésil, l'Algérie ou la Libye, les possibilités d'investissement sont aussi très limitées pour les IOC, sans parler du Venezuela. Les Etats producteurs veulent en principe garder de plus en plus le contrôle de leurs réserves, ce qui a pour conséquence que les IOC ne se font plus concurrence que pour 10 à 15% des réserves mondiales de pétrole. On peut s'attendre à ce que la baisse des investissements en amont et la baisse correspondante de la croissance des capacités de production rendent difficile la satisfaction de la demande en cas de nouvelle hausse.

Troisièmement et dernièrement, il se pourrait que le nationalisme des ressources s'intensifie. De nombreuses NOC misent sur des stratégies d'internationalisation étendues où les réflexions politiques sont prioritaires par rapport aux coûts et aux risques. Il n'est pas surprenant que la Chine passe pour le précurseur de cette évolution. Si l'on en croit l'*US Energy Information Administration*, la Chine pourrait remplacer les Etats-Unis comme plus grand consommateur d'énergie au monde entre 2010 et 2014. C'est pourquoi Pékin a commencé il y a longtemps à étendre sa présence sur le marché énergétique. Pékin encourage pour ce faire des investissements en amont dans les Etats pétroliers et agrandit ses capacités de raffinage à l'intérieur du pays. La Chine s'engage non seulement dans des Etats comme le

«La crise économique n'est pas devenue le catalyseur de bouleversements politiques»

Venezuela, la Russie et l'Iran, mais aussi en Afrique occidentale et en Afrique du Nord, dans d'importants pays en transition comme le Brésil, et même en Arabie saoudite. Pékin s'est habilement servie du ralentissement économique pour effectuer en grand style, à l'aide de ses réserves monétaires de 2 milliards d'USD, des acquisitions de matières premières et transformer ainsi son capital financier en présence stratégique.

Qu'est-ce que cela signifie pour la stabilité future du marché pétrolier? L'absence d'adaptations structurelles dans les Etats producteurs, l'intérêt soutenu de ces derniers pour des prix élevés du pétrole, le recul des investissements, les difficultés déjà prévisibles quant à la satisfaction d'une demande qui sera de nouveau en hausse un jour ainsi que l'intensification du nationalisme des ressources garantiront la volatilité du marché pétrolier. Les ingrédients d'un nouveau boom pétrolier sont d'ores et déjà en place et les Etats consommateurs doivent se préparer à une nouvelle flambée des prix du pétrole si la demande augmente. Les gouvernements des Etats producteurs s'avèrent-ils donc être les gagnants de la situation volatile sur le marché? Cette manière de penser n'envisage pas le long terme. Tant que les Etats producteurs ne tirent pas des leçons de la crise de 2008/2009 et ne diversifient pas leurs économies, ils rencontreront une fois encore de sérieuses difficultés politiques dès que la prochaine bulle éclatera. Un marché pétrolier extrêmement volatile n'est donc en fin de compte ni dans l'intérêt des Etats consommateurs ni dans celui des Etats producteurs.

/ Editeur responsable: Daniel Trachsler
analysen@sipo.gess.ethz.ch

/ Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch

Center for Security Studies

ETH Zurich
CH-8092 Zurich
Switzerland
+41 (0)44 632 40 25
css@sipo.gess.ethz.ch
www.css.ethz.ch

Parus jusqu'à présent

- N° 58: Prix du pétrole et géopolitique: les gagnants et les perdants
- N° 57: Le nucléaire gagne du terrain: le risque de prolifération
- N° 56: Le voisinage oriental de l'Europe entre influence russe et ancrage à l'Ouest
- N° 55: Opération Atalante: piraterie et politique de sécurité de la Suisse
- N° 54: Alliance de contradictions: l'OTAN après le sommet anniversaire
- N° 53: Désarmement atomique: l'Amérique et la Russie reprennent les négociations
- N° 52: Prospective stratégique: anticipation et capacité d'agir
- N° 51: Afghanistan: nouvelle stratégie et nombreuses questions
- N° 50: Rapport sur la politique de sécurité: points cruciaux et débats
- N° 49: Le conflit au Proche-Orient après la guerre de Gaza
- N° 48: Lutte antiterrorisme: bilan intermédiaire
- N° 47: Pakistan: partenaire de sécurité et foyer de crise
- N° 46: Livre blanc: nouvelle stratégie de sécurité nationale de la France
- N° 45: L'importance croissante des acteurs civils dans les conflits violents
- N° 44: Politique étrangère suisse: nouvelles orientations
- N° 43: Le conflit nucléaire iranien: état d'avancement et options
- N° 42: Une approche globale dans la gestion internationale des crises
- N° 41: Politique extérieure américaine sous Bush: bilan et perspectives
- N° 40: Sécurité et développement: entre convergence et concurrence
- N° 39: Crise du Caucase: épreuve pour la Russie et l'Occident
- N° 38: Importance stratégique croissante de l'Afrique
- N° 37: Politique européenne de la Suisse: le bilatéralisme – solution permanente?
- N° 36: La sécurité énergétique en Europe: état et perspectives
- N° 35: Politique suisse au Proche-Orient: ambitieuse et controversée
- N° 34: Opérations d'information: tendances et controverses
- N° 33: Lézardes sous la fondation: l'OTAN après le sommet de Bucarest
- N° 32: Open Source Intelligence: nouveau paradigme du renseignement?
- N° 31: Secteur européen de l'armement: l'Etat sera obligé de s'adapter
- N° 30: Gestion des risques et politique de sécurité
- N° 29: L'indépendance contestée du Kosovo
- N° 28: La PESD après le Traité de Lisbonne
- N° 27: Tendances stratégiques actuelles
- N° 26: Changement climatique et politique de sécurité
- N° 25: Après Annapolis: processus de paix fragile au Proche-Orient
- N° 24: Conflits liés à l'environnement: importance et solutions
- N° 23: Gestion stratégique des crises: tendances et concepts
- N° 22: Comparaison des forces de réaction rapide de l'OTAN et de l'UE
- N° 21: La Turquie à l'orée d'une réorientation stratégique?
- N° 20: Neutralité et capacité d'action extérieure de la Suisse
- N° 19: Corée du Nord: vers le désarmement nucléaire?
- N° 18: La montée des islamistes au Proche-Orient: démarcation et dialogue
- N° 17: Après les élections: la politique étrangère de la France en transition
- N° 16: Infrastructures critiques: vulnérabilités et protection
- N° 15: Que veut la Russie? Ambitions et limites d'une grande puissance
- N° 14: Politique de défense allemande: continuité et évolution
- N° 13: L'économie de la drogue sur l'angle de la politique de sécurité
- N° 12: La défense antimissile américaine: un défi stratégique pour l'Europe
- N° 11: Stabilisation difficile en Afghanistan
- N° 10: L'UE et la transformation de sécurité européenne
- N° 9: Avant la décision sur son statut: le Kosovo entre nouvelles violences et paix fragile
- N° 8: La montée de la Chine: déplacements de pouvoir régionaux et mon-

CSS cartes et graphiques

Les cartes et graphiques des analyses CSS peuvent être téléchargées:

<http://www.css.ethz.ch/graphics>